LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

M. le Président. — La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Ricard, ministre de la justice qu'ont accompagné au Sénat MM. Develle, ministre de l'agriculture et Godefroy Cavaignac, ministre de la marine, monte à la tribune au milieu du plus profond silence.

Le nouveau ministre, très pâle, très solennel, lit lentement la déclaration ministérielle que la gauche applaudit et dont nous donnons le texte ci-dessus dans le compte rendu de la séance de la Chambre.

M. le Président. — Acte est donné au gouvernement de cette déclaration.

INCIDENT

M. de Lareinty. — Je demande la parole. (Bruit à gauche.)

M. le Président. — Je ne puis, M. de Lareinty, vous donner la parole sur la déclaration que si M. le garde des sceaux consent à se laisser questionner ou interpeller.

M. de Lareinty. — Je vais le lui demander.

MM. de Lareinty et Ricard ont un court colloque dans l'hémicycle.

M. le garde des sceaux. — J'accepte les questions de M. de Lareinty.

M. le Président. — M. de Lareinty a la parole.

M. de Lareinty. — Dans la déclaration qu'il nous a lue, M. le garde des sceaux, parlant de la séparation des Eglises et de l'Etat, a dit qu'il n'y avait pas, dans la Chambre, une majorité pour la réclamer; ne s'est-il pas trompé.

M. Ricard. — J'ai voulu dire dans les Chambres.

M. de Lareinty. — C'est tout ce que je voulais savoir.

Le Sénat adopte un projet de loi d'intérêt local; il vote un crédit de 365,000 fr. pour les palais nationaux et s'ajourne à lundi.

La séance est levée à 2 heures 40.

L'impression produite par la déclaration

Paris, 3 mars. — L'accueil fait ici à la déclaration ministérielle a été plutôt froid. On s'étonne du silence du gouvernement sur le projet de loi relatif aux associations. Les groupes radicaux sont mécontents. La droite necroit pas que le gouvernement vive longtemps.

LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE
ET LA SÉANCE DE JEUDI

L'opinion de la Presse

Voici en quels termes les journaux apprécient la déclaration ministérielle et le résultat de la séance de jeudi :

Les *Débats* :

« Ainsi composée, combinée, balancée avec un visible souci d'équilibre, la déclaration a été accueillie sans admiration comme sans colère. Elle n'a pas produit, en somme, une impression mauvaise. Elle occupera une place modeste, mais convenable, dans la longue collection de documents du même genre, qui s'est étalée pendant les douze dernières années sur les murs de nos mairies. »

M. J. Reinach, dans la *République française* :

« Nous sommes un peu plus de trois cents républicains qui n'accorderont leur confiance définitive qu'à un gouvernement auquel les boulangistes refuseront systématiquement la leur. Il y a des haines que le premier devoir d'un gouvernement républicain est de mériter. »

Le *Petit Journal* :

« Un débat aussi pauvre d'idées ne pouvait qu'aboutir au succès de M. Loubet et de ses collègues. 341 voix contre 91 ont déclaré que la Chambre n'avait pas vu très clair lorsqu'elle renversa le cabinet Freycinet et qu'elle était heureuse de se dédjuger. »

La *Lanterne* :

» Deux cents voix, à première vue, c'est superbe. Seulement, il ne faudrait pas s'y fier.

» Le cabinet, en effet, n'a pas été réellement attaqué. Ce n'est pas une bataille qui s'est livrée hier : c'est une revue de parade que personne n'a voulu troubler. »

La *Petite République française*, sous la signature de M. R. Goblet :

» Qu'importe au surplus ? Le cabinet, tel qu'il se présente et avec les dispositions dont il est animé, ne paraît pas exercé une grande influence sur la Chambre. Donc, tout dépend d'elle. »

La *Justice*, sous la signature de M. Camille Pelletan :

« Que restera-t-il donc de cette journée ? L'abdication de la Chambre, qui a sacrifié sa propre dignité, qui a proclamé qu'elle n'avait pas su ce qu'elle faisait quand elle renversait le cabinet précédent, et un encouragement de prétentions à ceux qui croiront dorénavant qu'il n'y a plus à se préoccuper des gens du Palais-Bourbon.

» Tout cela nous prépare un bel avenir. Il est temps d'aviser. Tâchons, tout au moins, de montrer au pays, que s'il n'y a plus en France, ni Chambre, ni partis, il y existe encore une poignée de républicains rebelles aux capitulations et aux intrigues ! »

L'*Intransigeant* :

« Cette déclaration n'a rien de bien caractéristique. Elle est semblable, à peu de chose près, à toutes celles qui l'ont précédée. C'est le même cliché qui sert toujours et à tous les gouvernements. Les radicaux sont bien que les modérés peuvent y trouver et des satisfactions et des motifs de mécontentement. En un mot, elle n'indique que vaguement ce que sera l'attitude du nouveau cabinet. »

L'*Autorité*, sous la signature de M. de Cassagnac :

« Tout cela est très obscur, très louche.

» Il faudra voir, à l'usage, en admettant que ce malheureux cabinet, disgracié de la nature, terne, un peu ahuri, moqué à gauche, moqué à droite, ait la fortune inespérée de rester quelques semaines au pouvoir.

» En cela, je n'ai pas grande confiance.

» Car, s'il n'a pas été renversé dès le premier jour, c'est que chacun songeait que c'était trop tôt. »

Le *Gaulois*, sous la signature de M. J. Cornély :

« Il a eu sa majorité. C'était prévu. Elle est belle, elle est même trop belle pour durer.

» Nous attendrons avec patience qu'elle se désagrège, ce qui ne tardera pas, car c'est un ariequin où il y a de tout, des ministres de droite, des opportunistes et des radicaux. Ces derniers avec lesquels il est matériellement impossible de gouverner, en feront bientôt voir de grises aux vainqueurs d'hier. »

Le *Figaro* :

« Il était bien certain que le cabinet sortirait vainqueur de la première bataille qu'il livrerait : on ne pouvait, après les difficultés de la crise, recommencer le gâchis ! Tous les républicains se sont donc entendus pour sauver M. Loubet la majorité indispensable à tout gouvernement qui entre en fonctions — ce qui ne veut pas dire que tous les républicains soient des amis du nouveau ministère.

» Cette journée de début a pu faire croire au nouveau président du Conseil qu'il trouverait dans la Chambre un puissant appui. Mais il devra se montrer plein de réserve à l'égard, s'il tient à conserver les concours qu'il a rencontrés jusqu'ici. »

Le *Soleil* :

« En résumé, c'est une reprise après quelques jours de relâche. Le public qui était accouru hier au Palais Bourbon, s'attendant à assister à une grande première, en a été pour ses frais. C'est un *four*, disait quelqu'un, en quittant la salle après la scène à deux personnages, jouée par M. Ribot et M. Rivet. »

A L'ÉLYSÉE
UNE PAGE D'HISTOIRE

Sous ce titre, le *Figaro* raconte, dans un article très documenté, toute la genèse de la crise ministérielle et le rôle joué par le président de la République, nous en détachons le passage suivant :

» L'échec de la nouvelle tentative faite avec M. Bourgeois 26 février), amène M. Carnot à chercher un président du conseil en dehors de l'ancien cabinet dont le Parlement avait, pendant deux années, apprécié à leur valeur les services et le dévouement.

» M. Loubet, ancien ministre des travaux publics du cabinet dirigé par M. Tirard, du 12 décembre 1887 au 3 avril 1888, est chargé alors (mais alors seulement) et après huit jours de vaines tentatives de la mission de former un ministère nouveau : et il reçoit, comme les auteurs des tentatives précédentes, la plus complète liberté pour rechercher, dans la plus entière indépendance, les concours qui peuvent lui sembler utiles et nécessaires.

» On a, à ce propos, dans l'après-midi du 29 février, répandu le bruit que, M. Bourdeau « ayant décliné l'offre » qui lui était faite pour le portefeuille des travaux pu- » blics, M. Loubet s'était rendu à l'Elysée pour déclarer » qu'il déclinait la formation du futur cabinet, sa liberté » n'étant pas complète. »

» Nous pouvons affirmer que ces racontars étaient absolument faux : et nous pouvons ajouter, parce que nous le savons positivement, que M. Loubet n'est revenu à l'Elysée que dans la soirée du 27 février et uniquement pour présenter tous ses collègues au président de la République.

» Tous les membres du nouveau cabinet l'accompagnaient dans cette visite

» Et si M. Constans n'était pas parmi ces membres du cabinet nouveau, c'est tout simplement parce que M. Loubet et ses collègues avait jugé sa collaboration inutile, comme ils ont jugé inutile de s'adjoindre M. Yves Guyot, M. Fallières ou M. Barbey.

» Rien de plus.

» S'est-on privé de cette collaboration parce que M. Constans s'était refusé à poursuivre l'*Intransigeant* au lendemain des attaques qui ont fait tant de bruit ?

» Est-ce parce qu'il a fait un usage si exagéré des fonds secrets qu'il s'apprêtait à former à son tour, à son profit personnel, un petit Etat dans l'Etat, et qu'il devenait ainsi une puissance aussi terrible sinon aussi nuisible que le général Boulanger ? Je l'ignore.

» Mais ce que je sais, et ce que j'affirme, c'est que le président de la République n'est intervenu en rien, et ne pouvait intervenir en rien dans les choix complètement libres de M. Loubet.

» Telle est l'absolue vérité sur cette crise dont on a lénaturé, de mauvaise foi, les raisons, la portée et les conséquences.

» On a beau vouloir y mêler des questions de personnes, il n'est pas possible de résister à la puissance indéniable des faits.

» Sans dévier d'une ligne, le président a usé fermement de ses droits constitutionnels avec une correction que tout narrateur impartial est obligé de reconnaître. Voilà ce qu'établit indiscutablement le simple récit des faits ».

RÉPONSE DE M. HENRI ROCHEFORT
au « Jour »

Voici le principal passage de l'article que l'*Intransigeant* publiait vendredi matin en ajoutant qu'à l'heure où M. Rochefort a télégraphié cet article, il ne connaissait pas encore tous les détails du prétendu complot, raconté par le *Jour* :

« L'exil a tout de même quelques bons moments. J'en ai passé un délicieux en apprenant, par un article du *Jour*, que j'avais comploté la chute de Constans avec M. de Freycinet ! Il est vrai que j'ai déjà été condamné pour avoir comploté avec le général Boulanger et, chose curieuse, ce serait avec des ministres qui n'ont traduit devant la Haute Cour pour ce premier complot, que j'aurais organisé le second. Jamais on l'aurait pousse aussi loin la manie de la conspiration.

» Je ferai remarquer à notre confrère le *Jour* qu'il n'était pas excessivement difficile de deviner que je complotais le renversement du vieux croupier de l'intérieur. Voilà trois ans environ que, tous les matins, je réclame à deux cent mille exemplaires cette mesure d'assainissement public. C'est ce qu'on pourrait appeler un complot à ciel ouvert, et je ne vois pas trop de quelle utilité aurait pu être, pour le succès de mon entreprise, M. de Freycinet qui, hier encore, réclamait la question préalable sur l'interpellation Le Saint visant l'indignité d'un des membres du cabinet, dont le même Freycinet faisait partie en qualité de président du Conseil.

» Hier, c'était M. Carnot qui songeait à signer ma grâce. Aujourd'hui, c'est le ministre de la guerre qui conspire avec moi. Toutes ces nouvelles bizarreries constituent ce qu'on appelle au théâtre le « dernier soupir de Jocko », Jocko c'est Constans qui en mourant essaie encore d'atteindre ses ennemis par quelque invention que, dans le trouble de son esprit et dans la hâte des événements, il ne se donne pas la peine de dégrossir.

» ... Quant à M. de Freycinet, aucun des amis qui m'ont fait le plaisir de m'apporter des nouvelles de France ne m'en a souffle mot. Je cherche d'ailleurs en que le sénateur qui a voté pour moi la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée aurait bien pu avoir à me dire. »

Et, dans sa conclusion, Rochefort ajoute, à propos de M. Constans :

« Les insinuations qu'il fait, depuis sa mise au rancart, lancer quotidiennement par ses amis, donnent une fois de plus la mesure de sa loyauté, et prouvent que, dans nos attaques contre lui, loin d'avoir été violent, nous étions à peine justes. »

Grandeurs et devoirs de la patrie Belge

(*Suite. — Voir le journal d'hier.*)

« Etudiants belges, vous avez raison d'être fiers de votre pays, mais vous qui savez vos honneurs et que vous êtes heureusement nés, ne sentez-vous pas la nostalgie des grandeurs d'autrefois ? C'est beaucoup que de vivre et de bien vivre comme vous faites, mais il faut aux nations une tâche au-dessus de la vie quotidienne, afin que la matière, la puissante matière d'aujourd'hui, n'étouffe pas leur âme.

» Il ne s'agit plus à présent de verser sur l'Europe trop pleine des forces nouvelles, ni de conduire ses peuples à des croisades, ni de défendre vos libertés, ni de conquérir votre indépendance ; mais notre temps vous offre des tâches plus grandes encore que celles du passé.

» Deux problèmes s'imposent à notre civilisation, qui doit les résoudre ou périr : le problème de la justice sociale et le problème de la justice internationale. Et les jeunes gens qui font dans les écoles la veillée d'armes de la vie, sont de pauvres petits garçons aveugles, s'ils s'enferment dans la préparation à des métiers, et ne pensent pas même à chercher le mot des deux grandes énigmes. Le sphinx n'attendra plus longtemps.

» A Gand, vous avez illustré de ces nécessités de l'heure présente. Vous demandez que l'Université fasse une large place à l'étude des sciences sociales, et vous avez raison. Vous vous êtes proposé de les étudier vous-mêmes et vous m'avez écrit que vous adoptiez le programme que je vous ai proposé : étudier la vie économique et sociale par vous-mêmes, chez vous-mêmes, à Gand, et simplement, directement, sans interposition de théoriciens, comme si jamais il n'y avait eu au monde de théoriciens. Si vous persévérez, comme je l'espère, je ne vous promets pas que vous arriverez jusqu'à la solution du problème, mais du moins, mes amis, vous l'aurez mis à l'ordre du jour de votre esprit, et vous saurez, ce qui est essentiel, que le mot ne sera dit ni par l'ignorance ni par la haine.

» Justice sociale, justice internationale sont aujourd'hui liées l'une à l'autre, car le mal international complique et il exaspère le mal social. Mais contre le mal international, que pouvez-vous donc, étudiants en Belgique ?

» Mes amis, nous entendons en ce moment de singulières paroles, et les grands de ce monde nous donnent la comédie. Jamais la terre d'Europe n'a porté plus d'armées ni senti rouler plus d'engins de guerre ; jamais tant de forces de toutes sortes n'ont été requises pour la guerre ; jamais les esprits n'ont été si assidûment hantés par l'idée de la guerre, ni plus près de s'y résigner à force de la croire fatale.

» Et les gouvernements nous disent que cela même, précisément cela, est une garantie de paix. L'an dernier, quand la France était isolée devant l'Europe centrale coalisée, les gouvernements disaient : La France est seule ; la paix est donc certaine. Aujourd'hui, la France n'est plus seule, et les gouvernements nous déclarent que cela encore, précisément cela est une garantie de paix. C'est à croire que, le jour où s'ébranleront les armées, la paix sera tout à fait assurée. En effet, des milliers et des milliers d'hommes seront tout près de la paix, de la paix éternelle.

» Les politiques sont d'accord sur cet autre point que la meilleure façon d'éviter la guerre, c'est de ne pas parler des causes de guerre, de n'y même pas penser. Thérapeutique nouvelle à recommander aux médecins ! Ils diront au patient : Vous avez la fièvre, et vous voulez guérir ; rien de plus simple, mon ami ; ne parlez pas de votre fièvre ; n'y pensez pas.

» Et la fièvre tranquillement brûlera son homme... Et un jour qu'un gendarme, à la frontière des Vosges, aura malmené un passant, les journaux crieront en première page ce fait divers ; quelqu'un, n'importe qui, demandera une explication du haut de la tribune. Des deux côtés des Vosges, tout de suite, on prendra des précautions. « Mais, dira l'un des deux adversaires, vous mobilisez ! — Mais, c'est vous, répondra l'autre, qui avez commencé ! » Et alors, on verra bien à quoi il aura servi de ne pas parler des causes de guerre.

» Il est vrai pourtant que, si les gouvernements ont tort de répandre par le monde d'inutiles paroles que le monde ne croit pas, ils n'ont pas la liberté de leur langage. Si certaine conversation était engagée par eux avec l'intention de préparer la paix, elle pourrait bien se terminer par des coups de canon. Mais, en tout pays, il est une puissance libre de parler, et même dont l'office est de parler, c'est « l'opinion ». Qu'elle parle donc et pour dire que vraiment il y a des causes de guerre, une surtout, hautement visible, et que la guerre est certaine, et pour dire que vraiment il y a des causes de guerre, une surtout, hautement visible, et que la guerre est certaine, et que demain peut-être elle éclatera — on sait du reste qu'elle sera effroyable — si la cause persiste.

» Ne me dites pas : — A quoi bon parler ? Et que peut notre voix entre les armes ? Vit-on jamais la justice prévenir la violence, et la paix précéder la guerre ? — Il faudrait parler, même si la parole se devait perdre en bruit inutile. Mais qui vous dit qu'elle se perdra ? L'histoire se recommence-t-elle donc toujours ? « Rien de nouveau sous le soleil », a dit l'Ecclésiaste, mais si le pessimiste auteur de l'étrange poème reparaissait sous le soleil et qu'il n'y vît rien de nouveau, c'est que la nuit de la tombe l'aurait aveuglé.

» C'est chose nouvelle et très nouvelle que la politique soit l'œuvre des peuples et non plus un jeu de princes, fonction d'âme nationale et non plus métier de gens de cabinet, et qu'aucune combinaison ne vaille, si bien machinée et de si grosse apparence qu'elle soit, si elle n'a son appui dans les consciences de nations.

» C'est chose nouvelle et très nouvelle que des traités signés, paraphés et mis en coffret sous triple serrure ne vaillent pas plus, vaillent moins peut-être qu'une poignée de mains échangée sans écritures. C'est chose nouvelle et très nouvelle que, tout à coup, un rideau se soit levé au nord, découvrant un immense décor inattendu. Les politiques ont été les plus étonnés à ce spectacle, malgré les airs qu'ils se donnent de l'avoir prévu.

(*A suivre*).

Une proposition de diminution d'acréage
DU COTON EN AMÉRIQUE

Plusieurs journaux ont publié une lettre dans laquelle « un ancien planteur » de New-Orléans prône la diminution dans la plantation du coton comme remède à l'avilissement du prix de la matière.

Sans vouloir examiner jusqu'à quel point ce moyen serait pratique et dans quelle mesure les planteurs de coton auraient intérêt à y recourir, nous reproduisons à titre de curiosité, ce document.

« New-Orléans, le 9 février 1892.

» Il se passe actuellement aux Etats-Unis un fait remarquable qui pourra provoquer une véritable révolution économique dans la production cotonnière de ce pays.

» La culture du coton, après avoir enrichi les Américains depuis si longtemps, menaçait de les ruiner, sans leur esprit éminemment pratique.

» L'excès de production a fait tomber la valeur du coton sensiblement au dessous de son prix de revient et provoqué la ruine du nombre de gens intéressés, directement ou comme intermédiaires, dans la culture cotonnière.

» En présence de cet avilissement des prix, la presse économique et les organes de toutes les sociétés les plus de ferme font campagne en faveur de la diminution d'acreage du coton, n'ayant d'illusions ni de mal à démontrer au producteur que son *revenu va être en raison inverse de son travail* ; qu'il est en train de se ruiner, lui et son travail, alors qu'il serait bien de réaliser de jolis bénéfices en travaillant moitié moins ou même pas du tout.

» En effet, l'excès de production du coton aux Etats-Unis a fait baisser les prix depuis deux ans de 50 0/0. Le middling, qui vaut généralement au pair 1/4 ou 6 cents 1/4, était les années précédentes à 12 cents 1/4 en mai 1890.

» Si les Américains venaient à produire une troisième forte récolte, les prix pourraient peut-être baisser encore de 200/0 et la qualité moyenne (middling) tomberait probablement autour de 5 cents : *soit environ 4 cents pour ce coton pris sur les plantations*, car la consommation ne peut absorber avantageusement de pareilles quantités ! Ce serait donc la ruine du producteur.

» Si, au contraire, les fermiers réussissent, comme on l'espère en Amérique, à s'entendre entre eux, grâce à leurs puissantes associations, pour réduire leur production, par exemple, de moitié, ils sont certains de voir le cotons tripler de valeur, et au lieu de 4 cents, leur middling se vendra de 11 à 12 cents, soit le triple de ce qu'ils en retireraient en continuant leurs errements actuels.

» Ils pourraient du reste utiliser leurs bras et leurs champs en substituant au coton toute autre culture dont le produit, si faible qu'il soit, leur procurerait un surcroît d'argent.

» En poussant ce système jusqu'au paradoxe, les fermiers américains pourraient cette année gagner d'autant plus d'argent qu'ils travailleraient moins ; ils pourraient ramasser une petite fortune à la seule condition de ne rien produire du tout.

» En effet, que leurs associations s'entendent pour acheter à terme, sur tous les marchés spéculatifs du monde, le coton actuellement offert à vil prix sur la campagne prochaine, et que les fermiers doublement intéressés à la hausse, devenus acheteurs eux-mêmes du coton qu'ils sont seuls à produire, en cessent toute production et attendent tranquillement, ne seront-ils pas absolument sûrs de quintupler leur avoir ?

» Et à côté de cela, ils pourront encore gagner de l'argent en produisant n'importe quelles céréales.

» Sans doute les autres pays producteurs de coton, tels que les Indes, l'Egypte, en bénéficieront eux aussi ; ils pourront même augmenter quelque peu leur production, mais certainement pas au point de porter un préjudice grave aux cotons d'Amérique, indispensables à la consommation, d'autant moins que les hauts prix qu'atteindrait de nouveau le coton d'Amérique seraient, pour l'année suivante, un encouragement à reprendre de plus belle cette culture aux Etats-Unis.

» L'assolement, ainsi pratiqué, rétablirait au profit de tout le monde (à l'exception seulement des sombres vendeurs à découvert, véritables fossoyeurs de la fortune publique) l'équilibre entre la production et la consommation si violemment rompu en ce moment.

» Ce serait là, en résumé, dans l'ordre agricole l'application des mesures souvent prises par l'industrie, et avec succès, pour conjurer les crises que menaçait de provoquer un surcroît de production.

» Ces avertissements, inspirés par le simple bon sens et l'intérêt bien compris, trouveront certainement de l'écho parmi la majorité des producteurs trop pratiques pour consacrer ce qui leur reste d'argent et travailler *comme des nègres* à leur propre ruine.

» Un ancien planteur. »

TERRIBLE DRAME A PARIS
Un voleur qui tue. — Deux tués. — Deux blessés

Un terrible drame s'est déroulé jeudi soir, vers six heures, à Paris, au coin des rues Saint-Denis et Rambuteau.

Dans un salle du premier étage, chez un marchand de vins de la rue Saint-Denis trois individus jouaient au billard.

Le patron monta et les trouva occupés à dévaliser une chambre contiguë. A ses cris, les cambrioleurs s'enfuirent, mais tandis que deux s'échappaient, le troisième était rejoint par la foule au coin de la rue Rambuteau. Sur le point d'être pris il tira de sa poche un revolver et fit feu quatre fois.

Quatre personnes furent atteintes.

Un inconnu fut tué raide d'une balle en pleine poitrine ; un garçon pharmacien nommé Potelier, fut blessé à l'aine ; un sieur Giraud, reçut un projectile au front ; une quatrième personne fut blessée à la main.

Malgré sa double blessure, Potelier maintint l'assassin jusqu'à l'arrivée des gardiens de la paix. Paris, le brave garçon s'affaissa, baigné dans son sang. On le transporta à l'Hôtel Dieu, où il mourut dès son arrivée.

Quant à Girault, son état est désespéré.

L'assassin a refusé de donner son nom et celui de ses complices. Il a seulement dit : « Vous saurez assez tôt comment je m'appelle ».

L'émoi causé par ce drame a été extraordinaire.

NOUVELLES DU JOUR
Un discours du Père Monsabré au Havre

Le Havre, 3 mars. — Le Père Monsabré a, dans un important discours, établi la supériorité de l'instruction publique primaire dirigée par l'Eglise sur celle inspirée par l'Etat actuel, qui s'efforce de contrarier les tendances religieuses et catholiques.

Du reste, a-t-il dit, aussi prolongées que doivent être les persécutions basses et les tracasseries contre ces derniers, leur zèle n'en persistera pas moins.

Arrestation d'un espion à Toulon

Toulon, 3 mars. — Le commissaire central de police vient de mettre la main sur un espion qui opérait à Toulon et dans la région pour le compte de l'étranger.

A la suite d'une enquête, des pièces accablantes ont été réunies contre cette individu nommé O..., ancien élève du lycée de Toulon, né en Italie.

L'anniversaire du couronnement du Pape

Rome, 3 mars. — Une messe solennelle d'actions de grâces, suivie du « Te Deum » a été célébrée ce matin à la chapelle Sixtine, par le cardinal Zigliara, dominicain corse, à l'occasion de l'anniversaire du couronnement du Pape.

Le Pape, les cardinaux, les évêques, les autres dignitaires et les membres du corps diplomatique étaient présents. Léon XIII était en excellente santé. Il a entonné lui-même le « Te Deum ».

Un dîner diplomatique chez le cardinal Rampolla

Rome, 3 mars. — Ce soir, le cardinal Rampolla donné un dîner diplomatique à l'occasion de l'anniversaire du couronnement du pape.

M. Lefebvre de Béhaine, du corps diplomatique, a porté la santé du pape. Le cardinal Rampolla a bu à celle de tous les chefs d'Etat représentés à ce banquet.

L'état de siège en Alsace-Lorraine

Berlin, 3 mars. — Le Parlement allemand a examiné, en première délibération, le projet de loi relatif à l'état de siège en Alsace-Lorraine. Malgré une vive opposition de M. Petri, député alsacien et de M. Vollmar, député socialiste, le projet a été renvoyé à une commission de 21 membres.

Une panique dans une mine à Saint Etienne
Un puits inondé

Saint-Etienne, 3 mars. — Une terrible nouvelle vient de se répandre en ville :

Le puits Camille de la concession du Cros, appartenant au baron de Rochetaillée aurait été envahie par les eaux. Mais cette nouvelle n'est pas encore confirmée.

On dit que 300 ouvriers sont employés au puits Camille. On craint une catastrophe.

Saint-Etienne, 3 mars. — Voici quelques détails sur l'accident du puits Camille, qui est complètement inondé par suite de la rupture d'une poche rencontrée dans les travaux d'avancement qui s'effectuent du côté du puits Daschaux. Dans la galerie où eut lieu l'inondation qui, d'ailleurs, n'est produite lentement, 40 ouvriers étaient occupés. Dans d'autres galeries s'en trouvaient près de 250, soit tout le poste de jour.

Dès que l'alarme fut donnée ce fut un sauve-qui-peut général, mais grâce à une foule qui se trouve près du puits de chaux tous les ouvriers purent regagner le jour.

Les 68 chevaux qui se trouvaient dans les écuries du fond avec de l'eau jusqu'au cou ont été sauvés, quelque temps après les eaux atteignirent une hauteur de deux mètres.

Il n'y a eu aucun accident ; cinq cents ouvriers sont sans travail, toutefois l'exploitation sera reprise dans deux jours.

La dynamite à Paris. — Un attentat manqué

Paris, 3 mars. — Ce matin, vers six heures, un passant a remarqué devant l'hôtel de la comtesse du Theil, rue Monsieur, 4, une boîte de fer blanc. La récente explosion de l'hôtel de Sagan lui inspira l'idée d'examiner sa découverte et d'appeler un agent. S'étant convaincu par la présence d'un petit tube de verre du caractère dangereux de cette boîte, ils l'emportèrent au commissariat de police qui l'envoya à la préfecture pour faire analyser.

Le prince de Léon, député du Morbihan, dont l'hôtel est contigué à celui de la comtesse de Theil, aurait reçu plusieurs lettres de menaces.

Quarante mille chaussures avariées

Paris, 3 mars. — Le *National* affirme après enquête que la nouvelle publiée par un journal, de 800.000 francs de chaussures détruites dans les magasins de la guerre, est exagérée de beaucoup. Il s'agirait simplement de 30 à 40.000 chaussures avariées que l'on travaille à remettre en état.

La hausse dans les prix de charbon en Angleterre

Londres, 3 mars. — La presse et l'opinion publique sont indignées de l'augmentation des prix du charbon, augmentation que la crise en perspective n'autorise pas et qui s'est très exagérée par les intermédiaires.

Il n'en reste pas moins le fait que les prix montent toujours dans certains points de l'Angleterre. Dans les grands centres métallurgiques et manufacturiers il existe un état de choses voisin de la panique.

Les agitateurs étrangers en Espagne

Madrid, 3 mars. — Suivant le *Libéral*, le gouvernement espagnol d'accord avec les autres puissances, expulsera du territoire espagnol tous les agitateurs étrangers. Il punira ceux qui ayant été expulsés reviendront en Espagne.

Les courses d'Auteuil

Paris, 8 mars. — Voici le résultat des courses d'Auteuil :

Prix Auricula ; 1. *Incognito II*, 2. *Le Butard*, 3. *Espoir*. Prix des fortifications ; 1. *Saint-Germain*, 2. *Pureté*, 3. *Deauville*. Prix de Billancourt : 1. *Sans Peur*, 2. *Questeur II*, 3. *Saïda*. Prix Valentino : 1 *Fleurissant*, 2. *Balle*, 3. *Jamais*. Prix de la Pelouse : 1. *Chambourcy*, 2. *Apothéose*, 3. *Moutardé*.

M. Carnot et la chute de M. Constans

Paris, 3 mars. — Le *Paris* dément ce soir l'information publiée ce matin par le *Gil Blas* au sujet du rôle joué par M. Carnot.

Une curieuse découverte

Paris, 3 mars. — La *Petite République* donne cette curieuse nouvelle :

On vient de découvrir à Helsingfors, en Finlande, un énorme coffre à ferrures compliquées et dont les détails de structure indiquaient une antiquité remontant au delà du moyen âge.

C'était en vérité un trésor, mais un trésor historique.

Le coffre contenait une grande quantité de vieille ferraille et un rouleau volumineux de parchemins qu'on apporta à l'un des premiers magistrats de la ville, M. Nicolas Rizeff. Le manuscrit commençait par ces mots : *Suger presb. abb. S. Dion, dixit...*

« Suger, prêtre de l'abbaye de Saint-Denis, a dit... »

Suivait en latin un traite très complet et très détaillé sur la vapeur, considérée comme force, sur ses usages, bref un chapitre sans erreur et sans défaut de la physique moderne.

» M. Rizeff se rendit en toute hâte à l'endroit où se trouvait le coffre et constata que la « ferraille » dont lui parlaient les ouvriers n'étaient autre chose que l'amas des pièces démontées, cylindres, pistons, etc., d'une machine à vapeur rudimentaire ; pièces admirablement comprises, étant donnée l'époque à laquelle elles avaient été construites. Presque toutes portaient, comme un cachet, l'inscription suivante :

Suger parens Galliæ fecit.

« Suger, père de la France, a fait. » On sait que Suger reçut de Louis VII, dont il était le ministre, le titre de « père de la patrie ».

SITUATION METEOROLOGIQUE. — Roubaix, 4 mars. — Hauteur barométrique, 766 Température.

A 7 heures du matin....	6 degrés audessous de zéro.	
A 1 » du soir.. ...	2 degrés audessous de zéro.	
A 5 » »	2 degrés audessous de zéro.	

CHRONIQUE LOCALE
ROUBAIX

Léon XIII vient d'envoyer la Croix de Saint-Grégoire-le-Grand à deux industriels roubaisiens, MM. Louis Cordonnier et Georges Heyndrickx.

M. Louis Cordonnier est Président du Syndicat de l'Industrie Roubaisienne, M. Georges Heyndrickx en est le Vice-Président. L'un et l'autre se sont voués à une grande œuvre de rapprochement social. En leur décernant cette haute distinction, le Pape des ouvriers, qui décorait jadis de sa propre main un humble travailleur du département du Nord, témoigne, une fois de plus, combien il s'intéresse au mouvement démocratique chrétien qui va s'accentuant parmi nous.

Il récompense, dans la personne de nos deux éminents concitoyens — comme il l'avait fait en décorant le regretté M. Henri Bayart — les nobles et généreux efforts tentés ici, depuis quatre ou cinq ans, pour l'amélioration morale et matérielle de la vie ouvrière.

Ce ne sont pas seulement les « catholiques » proprement dits qui applaudiront à ce choix : ce sont tous les citoyens amis de la paix sociale, car tous, à quelque parti qu'ils appartiennent, doivent être reconnaissants aux grands industriels qui vont à l'ouvrier, qui s'occupent de lui, qui lui témoignent de leur volonté d'en finir avec des haines et des divisions si alarmantes, si profondément regrettables.

Nous remercions le Pape du nouvel encouragement qu'il leur donne et, avec tous les amis des deux nouveaux Chevaliers, nous leur adressons nos vives et bien sympathiques félicitations.

A. R.

Une fête à l'usine Louis Cordonnier et Serépel. — Depuis un certain temps, une fête avait été projetée par les ouvriers de l'usine Cordonnier pour la soirée du Mardi-Gras. Il s'agissait de la représentation d'une pièce avec chœurs. Les interprètes — acteurs et musiciens — appartenaient à la Maison. Mme Louis Cordonnier avait bien voulu se charger de tenir le piano et de diriger les chœurs. Après la représentation, fort applaudie par cinq cents spectateurs, M. le curé du St-Sépulcre, invité en sa qualité de pasteur du plus grand nombre des ouvriers de l'usine, a lessa quelques paroles à l'assistance. Il dit combien il était heureux de voir patrons et ouvriers ainsi réunis, que c'était bien la vraie fraternité chrétienne. Il encouragea ses auditeurs à persévérer dans d'aussi bonnes dispositions ; il loua l'œuvre de Notre-Dame de l'Usine. Si elle est aujourd'hui tant attaquée, c'est qu'elle commence à réaliser une certaine somme de bien. « Ne craignons pas, a dit le vénérable prêtre en terminant, ne craignons pas les attaques dirigées contre elle ; elles serviront à la faire mieux connaître et à la faire triompher. »

La décoration de M. Louis Cordonnier, qui était restée jusqu'aujourd'hui ignorée du public, était connue, dès mardi, d'un certain nombre de ses ouvriers. Ceux-ci avaient voulu profiter de l'occasion de cette fête et de la présence de M. et de Mme Louis Cordonnier pour leur exprimer leurs sentiments.

Après l'allocution de M. le curé Debacker, des ouvriers s'approchèrent, portant sur un coussin de velours rouge une superbe croix de Saint-Grégoire, que le doyen de l'usine attacha sur la poitrine du patron, tandis qu'une jeune fille offrait un superbe bouquet à Mme Louis Cordonnier.

Nous détachons ce qui suit du discours qui a été lu au nom du personnel, et qui fut maintes fois souligné par de chaleureux applaudissements :

« Hier, une nouvelle circulait de bouche en bouche et nous apprenait la distinction dont vous avez été l'objet et sur laquelle votre modestie voulait jeter un voile. C'est votre nomination au grade de chevalier de Saint-Grégoire le Grand.

» Dès que cette nouvelle a été connue, nous avons regardé cet honneur comme nous étant fait à nous-même en votre personne, par le vicaire de Jésus-Christ.

» Depuis que le Pape a pris en mains avec tant de bonté paternelle, la cause des travailleurs, le Souverain Pontife est appelé dans le monde entier le Pape des travailleurs.

» Le pape Léon XIII vous a créé son chevalier ! Nous nous souvenons qu'il y a quelques mois, le Saint Père, dans la basilique du Vatican, a pendant de longues heures parlé aux ouvriers réunis autour de son auguste personne. Bien plus, pour mieux montrer toute son estime pour la vie modeste et méritoire de l'ouvrier, le Pape a de ses mains attaché la croix de chevalier sur la poitrine d'un ouvrier de Dorignies dont le nom est maintenant connu dans le monde entier. Ici, Monsieur Louis Cordonnier, ce n'est pas le Pape qui attachera sur votre poitrine la croix de l'honneur et du dévouement, ce sera un de vos ouvriers, le doyen d'âge de votre maison. Cette croix vous est offerte par vos ouvriers et vos ouvrières. Vous la voyez ici briller sur ce coussin : nous sommes heureux de vous l'offrir.

» En la voyant attachée sur votre poitrine, elle nous rappellera comment le pape a reconnu vos mérites et vos efforts que vous avez faits depuis de longues années pour le bien des ouvriers de Roubaix, dans le syndicat dont vous êtes le Président.

» Cette croix nous redira à tous que la concorde seule peut rendre les industries prospères et les familles heureuses.

» Au nom de mes camarades, je dis du fond de mon cœur : reconnaissance au Pape Léon XIII, honneur à M. Louis Cordonnier !

» Et vous, Madame Louis Cordonnier, pensez-vous être oubliée dans cette fête. Ce bouquet, ces fleurs que nous vous offrons dans une saison qui n'est pas la saison des fleurs, vous disent assez que notre reconnaissance vous est acquise. Toutes les femmes de l'atelier, jusqu'aux plus petites ouvrières, savent l'intérêt maternel que vous portez à chacune d'elles. Si l'éclat, si le parfum des fleurs passe, le souvenir de vos bontés ne passera pas.

» Vivat ! à Monsieur Louis Cordonnier, Chevalier de St-Grégoire le Grand.

» Vivat ! à Madame Louis Cordonnier, la bienfaitrice des ouvrières. »

M. Louis Cordonnier, pouvant à peine contenir son émotion, remercie ses ouvriers de leur bienveillante manifestation. Elle lui est d'autant plus sensible qu'il était convaincu que tous ignoraient la distinction dont il vient d'être l'objet. Cette Croix, qui lui a été accordée, il la regarde comme un nouveau gage de la sympathie du Saint-Père pour les syndicats catholiques et elle sera pour lui-même un encouragement à persévérer dans ses efforts pour la propagation de cette œuvre de salut social ; il y consacrera tout ce que Dieu lui a donné d'intelligence et de force.

Divers chants ont cloturé cette émouvante soirée. Avant la séparation, M. le curé Debacker a félicité, au n